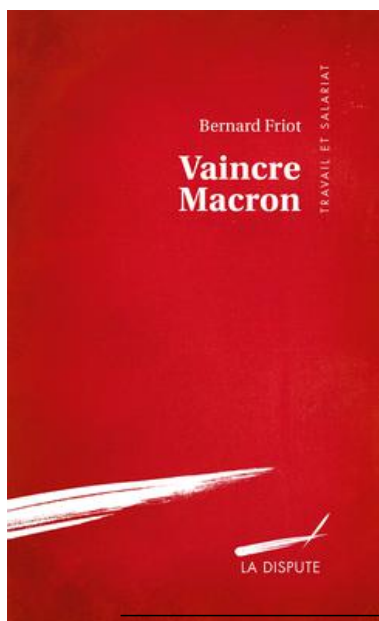


<http://lepcf.fr/Vaincre-Macron>



« Vaincre Macron »

- S'organiser -



Date de mise en ligne : dimanche 7 janvier 2018

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

Vaincre Macron, nous l'espérons tous, d'abord en le mettant en difficulté, mais au-delà, en créant une véritable aspiration à une autre société... vaste programme. Nous publions ci-dessous l'introduction au dernier livre de Bernard Friot (*Vaincre Macron*, édition La Dispute), car c'est ce que nous propose son auteur et que sa façon de penser intéresse le débat interne au PCF, et au-delà, tous les communistes. En définitive, ce que l'auteur souligne, c'est le fait qu'il ne suffit pas de « *faire bouger le curseur* », c'est-à-dire d'aménager la répartition des richesses produites dans le cadre du capitalisme, mais bien de maîtriser la production en apportant nos propres conceptions de la valeur (qui auraient été mises en place pour partie à la Libération), et finalement, remettre au goût du jour nos fondamentaux communistes, à savoir l'appropriation collective des moyens de production. Bernard Friot écrit : « *il faut généraliser et radicaliser ce qui est déjà-là : la copropriété d'usage de l'outil de travail par les intéressés sans soumission à des propriétaires lucratifs* ». Bien sûr, cette introduction n'est qu'une présentation succincte de son point de vue et ne peut être qu'une invitation à lire l'ouvrage en entier.

Je me permettrai une remarque sur son contenu, à savoir que la question de l'organisation reste floue, alors que la première question que l'on se pose en tant que communiste est celle de reconstruire et structurer le parti révolutionnaire dont on a besoin, et pour le moment, cela me semble être l'écueil principal à la proposition de *Vaincre Macron*.

PB



Introduction

Pour vaincre Macron, il faut prendre la mesure de son entreprise. Et, pour cela, commencer par le commencement : le printemps des peuples tel qu'il jaillit au lendemain de la Seconde guerre mondiale, comme en témoignent des documentaires comme *La Sociale* [1] ou *L'esprit de 45* [2], et la réponse que lui oppose dès le début des années 1950 la construction de ce qui deviendra l'Union européenne. L'énergie que va déployer la classe dirigeante dans la constitution de cette dernière ne peut se comprendre que si on se libère de la lecture soporifique de la Libération qui en fait un moment de circonstances exceptionnelles ayant permis un meilleur partage des richesses entre la capital et le travail au bénéfice des travailleurs. Je montrerai qu'au contraire les lendemains de la Seconde guerre mondiale sont une période révolutionnaire, c'est-à-dire un moment où le mode de production est mis en cause : ce qui se joue, ce n'est pas la répartition de ce qui est produit, mais la production elle-même et ses deux institutions essentielles, le régime de propriété de l'outil de travail et le statut du producteur. Le marché commun puis l'Union européenne vont être mis en place pour restaurer le mode de production capitaliste que les institutions révolutionnaires, créées après 1945, ont subverti.

Tant que l'on ne prend pas la mesure de cette subversion, soigneusement niée dans l'histoire officielle, on ne

comprend pas la « réforme » que vont impulser les gouvernements réunis dans l'Union, en s'appuyant les uns sur les autres, à partir de l'Acte unique mis en musique par Jacques Delors, dans les années 80. La partition française de la chose a été pour l'essentiel écrite par Philippe Seguin et Michel Rocard, entre 1986 et 1991. Les gouvernements qui leur succéderont vont l'interpréter instrument par instrument, avec une grande application et une grande constance, mais avec une médiocre ampleur de vue, liée aux escarmouches de l'alternance droite/gauche, que leur reprocheront le MEDEF et la CFDT. Aujourd'hui avec la présidence d'Emmanuel Macron, la classe dirigeante débarrasse des pesanteurs de l'alternance, l'esprit du couple Seguin-Rocard est à nouveau à l'oeuvre avec le caractère systématique de la réforme et son inscription dans les clous imposés par l'Union européenne. Le MEDEF et la CFDT applaudissent avec la retenue qui sied au partage des rôles entre les instances de l'économie et celles du politique.

A quoi s'attaque la réforme ? C'est l'objet du premier chapitre. Il est consacré au récit des prémices d'une institution communiste du travail telle que l'initient, en 1946, le Parti communiste et les militants de la CGT emmenés pour l'essentiel par les anciens de la CGT-Unitaire. « *Communiste* » - et c'est ainsi qu'on entend ce terme dans cet ouvrage - parce qu'elle est le chemin de sortie du capitalisme : le communisme ne se définit pas autrement qu'empiriquement, par les institutions d'une autre pratique de la valeur économique que l'action des travailleurs organisés parvient à imposer. Contre les institutions capitalistes de la valeur que sont la propriété lucrative, le financement de l'investissement à crédit, la rémunération des travailleurs au prix de leur force de travail, les militants construisent, comme je le montrerai : la copropriété d'usage de l'outil de travail, la subvention de l'investissement et le salaire à vie, en s'appuyant sur les acquis anticapitalistes de la codification du travail qui avait démarré au tournant du XXème siècle, sous l'impulsion de la CGT et de la SFIO naissantes. Et leur dynamique ne s'arrête pas avec l'expulsion des ministres communistes en 1947 : les trois décennies suivantes connaîtront une consolidation substantielle des conquêtes de 1946. Pourquoi 1946 et non 1945 ? Pourquoi ces gros mots de *révolution* et de *communisme* ? Je m'en expliquerai bien sûr. Mais j'alerte tout de suite le lecteur : ce premier chapitre interroge la fable de « 1945 », et les gros mots sont nécessaires pour refaire vivre l'histoire populaire révolutionnaire qui nous a été volée.

Le deuxième chapitre inscrit les initiatives d'Emmanuel Macron dans la « réforme » menée par la classe dirigeante depuis les années 1980. Il sort sa compréhension de l'impasse dans laquelle l'a mise l'invocation du néolibéralisme. Ce terme recouvre des interprétations différentes, mais leur dénominateur commun est l'absence de lutte de classes. Le capitalisme serait un « système » qui certes bouge pour se reproduire, d'où sa périodisation, mais, ses déplacements relèveraient d'une cause interne : épuisement du fordisme, baisse du taux de profit, caractère mortifère du fétichisme de la valeur, pour reprendre quelques-unes des explications avancées pour définir le néolibéralisme. Le postulat de la science sociale, fût-elle critique, est qu'il n'y a qu'une seule classe pour soi, c'est-à-dire consciente de ses intérêts et organisée pour les promouvoir : la bourgeoisie. Les travailleurs ne peuvent mener qu'un conflit de répartition : au mieux faire bouger le curseur à leur avantage dans la répartition de la valeur hypostasiée dans sa forme capitaliste de valeur d'échange. Dans cette perspective, la réforme ferait reculer les droits des travailleurs pour restaurer un partage de la « valeur » à l'avantage du capital. Je propose une toute autre interprétation : la réforme est une contre-révolution, qui vise à restaurer la pratique capitaliste du régime de propriété et du statut du producteur. Le deuxième chapitre s'intéresse surtout au statut du producteur.

Contre le statut communiste du producteur qui s'est affirmé fortement jusque dans les années 1970 - autour de la généralisation du salaire à la qualification attaché à la personne -, la classe dirigeante a entrepris, depuis les années 1980, de remplacer ce dernier par deux piliers de ressources sans lien avec la qualification : un premier pilier dit « *contributif* » universel, forfaitaire, fiscalisé, dont la forme la plus aboutie est le revenu universel, et un second pilier « *contributif* » adossé au marché des capitaux, qui réassigne les travailleurs à la performance marchande en « *sécurisant leur parcours* » à coups de compte individuels, dont la forme la plus aboutie est le compte personnel d'activité (CPA). Sur cette base, elle tente aujourd'hui de faire revenir le travail à l'invisibilité qu'il subissait avant la conquête du code du travail en remplaçant ce dernier par le prétendu dialogue social.

Le dernier chapitre propose un chemin pour vaincre Macron. Le lecteur en devine d'emblée la boussole. La réponse offensive à une contre-révolution capitaliste ne peut être que la poursuite délibérée de la révolution communiste du travail : copropriété d'usage des entreprises par les salariés et pour cela subvention de l'investissement et salaire à vie. Il faut poursuivre la socialisation salariale de la valeur en doublant le montant des cotisations actuelles pour les affecter à la généralisation du salaire à vie et à la subvention de l'investissement, afin de rendre effectifs les droits économiques à attribuer à chacun à sa majorité, car - et ce sera le point central du chapitre - les personnes doivent être titulaires de leur salaire et de leur outil de travail pour pouvoir réellement décider de la valeur économique.

Je ne sous-estime pas le changement de culture militante qu'appelle un tel chemin communiste. Ou plutôt des deux cultures militantes qui s'opposent à la réforme. Celle de la gauche de gauche mène la riposte à la réforme en appelant les citoyens et les travailleurs à se mobiliser pour une bonne politique publique, pour un bon usage de l'argent par une bonne fiscalité, une bonne création monétaire et un bon crédit public, pour de bons pôles publics dans des secteurs d'activité décisifs. « Bon » signifie ici : permettant la mutation écologique de l'appareil productif, garantissant des droits d'intervention des travailleurs, assurant le partage du travail pour tous. L'autre culture militante, celle de l'alternatifs de l'ici et maintenant, se situe plutôt dans la dissidence avec le souci de démontrer qu'une production non capitaliste est possible malgré tout à l'échelon local, dans le souci du sens de ce qui est produit et de la façon dont il l'est. Ces militants sont défiants vis-à-vis des institutions de l'économie, qu'il s'agisse de la valeur, du travail, de la monnaie, et préconisent la décroissance en témoignant d'un mode de vie conforme à leurs convictions. Ces deux types de militance, qui souvent s'ignorent ou se méfient l'un de l'autre, sont de fait les deux pieds avec lesquels nous pouvons sortir du surplace de la défaite ou de la marginalité pour mettre ne marche l'alternative communiste à la contre-révolution réformatrice. Mais cela ne sera possible que si les uns et les autres dépassent leur commune cécité sur le *déjà-là* communiste du travail : les premiers pour sortir d'une attente d'un salut venu de pouvoirs publics soutenus par une mobilisation militante et fonder leur riposte sur la poursuite de la conquête de droits économiques des travailleurs permettant leur souveraineté effective sur le travail, les seconds pour sortir de leur vision péjorative de l'économie, et travailler à l'affermissement d'institutions macrosociales du travail.

Vaincre Macron, faut-il le préciser, n'est pas séparable d'une victoire sur le Front national, ce joker que la classe dirigeante garde en main. Que cette classe en soit, aujourd'hui, à se découvrir au point de laisser tomber le masque de l'alternance entre la Parti socialiste et Les Républicains montre l'importance de l'obstacle qu'elle veut vaincre : le refus populaire de la façon dont elle organise la production. C'est au travail, c'est dans l'entreprise, c'est sur le terrain de la production qu'elle va gagner ou perdre. Sa force teint dans le sentiment très répandu qu'il n'y a pas d'alternative à ce qu'elle impose en la matière à des travailleurs exaspérés mais résignés. Vaincre Macron repose donc sur la capacité de transformer un refus populaire désarmé en adhésion à une pratique de changement de la production, de la recherche, de l'entreprise et du travail qui les sortira de l'ornière capitaliste, parce qu'elle fera des travailleurs eux-mêmes les décideurs de ce qui est produit : où, comment, par qui, avec quel financement, avec quelle place pour nos activités dans la division internationale du travail. Il n'y a pas besoin d'aller chercher cette pratique dans l'utopie, il faut généraliser et radicaliser ce qui est *déjà-là* : la copropriété d'usage de l'outil de travail par les intéressés sans soumission à des propriétaires lucratifs ; le salaire à vie qui, en libérant les personnes des aléas d'une rémunération liée à l'emploi ou au bénéfice, leur permet de prendre des initiatives et d'intervenir efficacement dans les décisions économiques ; la subvention de l'investissement ainsi débarrassé du chantage des prêteurs.

Retrouver la dynamique de ces institutions, mises en difficulté par la contre-révolution réformatrice, va nous faire renouer avec l'extension considérable du champ du travail qu'elles ont rendu possible en transformant en travailleurs productifs des fonctionnaires, des parents, des soignants, des retraités, des chômeurs : autant de catégories, notons-le, dont le travail productif laisse une empreinte écologique faible, ce qui montre que l'on peut étendre le champ du travail en harmonie avec le vivant, dès lors qu'on marginalise une production capitaliste indifférente jusqu'à la folie à la valeur d'usage de ce qui est produit. Il faut beaucoup plus de travail pour produire bio et c'est bien meilleur pour la poursuite de notre existence sur terre. Sortir le travail du carcan capitaliste est urgent pour la démocratie : le débat public sera pourri par la xénophobie tant que nous accepterons le mot d'ordre inadmissible du

« *partage du travail* », qui suppose que le travail est en quantité limitée. Alors que si nous libérons la production de l'impasse productiviste capitaliste nous pourrions l'enrichir de l'apport de tous les travailleurs qui le désirent. Cet apport sera d'autant plus possible que les deux types de militance que j'ai évoqués auront comme souci commun de bénéficier de l'apport aigu de celles et ceux qui se vivent comme les indigènes de la République. Face à une bourgeoisie aujourd'hui rassemblée derrière Emmanuel Macron pour une contre-révolution à nouveau systématisée, seul trouvera le chemin de la victoire un salariat très ouvert qui se construira dans sa lutte pour poursuivre la révolution communiste de la production.

Chapitre premier

La révolution communiste du travail

Macron est le continuateur déterminé des réformes menées en France par tous les gouvernements depuis le « *tournant de la rigueur* » en 1982-1983. J'utilise le mot *réforme* dans le sens que lui donnent les gouvernements qui se réclament d'elle depuis cette date, et ils l'ont fait avec constance et détermination puisque tous ont été battus et tous ont poursuivi la « *réforme* » des battus qu'ils remplaçaient. Que la réforme aille son chemin depuis plus de trente ans, alors même que ses porteurs sont systématiquement sanctionnés aux élections, témoigne bien sûr de la vacuité du processus électoral ; ce qui est lourd de graves déboires démocratiques et justifie les propositions d'enrichissement de la citoyenneté que je ferai au troisième chapitre. Cela témoigne aussi de l'échec - et de la constance de l'échec depuis plus de trente ans - des opposants à la réforme. Ce livre porte sur l'indispensable déplacement de leur stratégie.

Un tel déplacement repose sur le diagnostic suivant : les luttes des travailleurs organisés au XX^{ème} siècle ont été le fait non pas d'une classe dominée en mesure de modifier seulement la répartition de la valeur économique en sa faveur, mais d'une classe révolutionnaire, une classe pour-soi, consciente de ses intérêts, qui a été capable d'imposer des institutions du travail alternatives à celles de la classe dominante, et donc de produire une autre valeur, non plus capitaliste mais communiste. Produire une autre valeur est au cœur du changement du mode de production, c'est-à-dire de la révolution. La « *réforme* » conduite par la classe dirigeante, depuis les années 1980, est une tentative de restauration du pouvoir du capital sur la production : c'est une contre-révolution. Pour s'y opposer efficacement, la seule voie possible est celle de la poursuite de la révolution.

La réforme ne consiste pas, comme on le dit habituellement, en une réduction de la protection et des ressources des travailleurs afin de modifier la répartition de la valeur au bénéfice du capital. Ce qui est en jeu, ce n'est pas la *répartition* de la valeur, ce qui appellerait comme réponse la lutte pour la sécurité des travailleurs et contre l'austérité, terrain qui a malheureusement été choisi par les opposants aux réformes. Mais c'est la *production* de la valeur, et la réponse à la réforme doit donc être dans l'extension de la pratique communiste du travail. J'espère convaincre que la victoire contre Macron suppose le déplacement d'une stratégie de l'échec - centrée sur un meilleur partage de la valeur - vers une stratégie de renforcement du mode de production communiste. Il s'agit de sortir du *conflit de répartition* pour mener *la lutte des classes*, c'est-à-dire disputer à la bourgeoisie le pouvoir sur la valeur.

Je sais bien que ces affirmations peuvent susciter de nombreuses questions. Qu'est-ce que le communisme, cette vieilleries qui a échoué, vient faire dans cette histoire ? Où y a-t-il pratique communiste du travail dans notre pays ? Le communisme, il s'est passé hier ailleurs, ou alors, débarrassé de ses malencontreuses expressions du siècle dernier, il est espéré pour le futur ; mais aujourd'hui en France ? Et il serait à ce point puissant qu'il suscite une réponse aussi déterminée de la classe dirigeante depuis des décennies ? C'est avec le communisme que Macron veut en finir ? C'est une plaisanterie !

Chère lectrice, cher lecteur, si tu poursuis la lecture de cet ouvrage, c'est que tu acceptes de dépasser cette première réaction (hélas) bien compréhensible. Pour battre Macron, il faut jouer sur le terrain de l'affrontement, pas à

côté. Et ce terrain n'est pas l'argent, c'est le travail ; ce n'est pas la répartition de la richesse, c'est sa production. La classe dirigeante ne tire sa puissance que de la maîtrise du travail, et son obsession est de garder cette maîtrise : décider ce qui constitue du travail dans le champ immense des activités, décider des postes de travail, de leur localisation de leur objet, de leurs titulaires et de leur rémunération. Sans cette maîtrise, la capacité de la classe dirigeante de ponctionner le profit est nulle. Il n'y a pas de puissance sur l'argent sans puissance sur le travail.

Or au cours du siècle dernier, la bourgeoisie a perdu beaucoup de cartes sur le terrain du travail face aux travailleurs organisés. C'est ce que montrera ce chapitre, en commençant par la création du régime général de Sécurité sociale en 1946, avant de poursuivre par l'invention du contrat de travail, du salaire à la qualification et du statut de la fonction publique, et de finir par le constat que se trouvent dans ces institutions les prémices d'une production communiste à grande échelle.

Bernard Friot

Extrait de son livre *Vaincre Macron* aux éditions *La dispute*, septembre 2017.

[1] Gilles Perret, *La Sociale*, Rouge Productions, 2016.

[2] Ken Loach, *L'esprit de 45*, Why Not Production, 2013.